

MOALIC Pierre
5 rue Pen-ar-menez
29100 DOUARNENEZ
Né le 5 Mai 1909
à Pouldavid (finistère)
Retraité de l'éducation
nationale

Je certifie sur l'honneur les faits suivants qui se sont déroulés sous l'occupation allemande et la guerre de 1939 à 1945.

J'ai été réformé temporaire n°2 par la commission de réforme de Quimper du 16 avril 1932, puis réformé définitif n°2 par la commission de réforme de Quimper du 28 avril 1932.

Je suis passé de l'armée de mer à l'armée de terre par anticipation le 1.09.33, et classé service armé par la commission de réforme de Quimper du 29.12.39.

Affecté au dépôt d'infanterie n°183 à Bayonne, arrivé au corps et incorporé le 20 avril 1940, service comptant du 15 avril 1940.

J'ai été affecté au peloton des élèves caporaux le 1^{er} juin 1940 R.D.C de la compagnie le dit jour. J'ai été démobilisé en zone libre le 3 août 1940 par le centre de démobilisation d'Oloron Ste Marie (ouest), fiche n°301 et j'ai alors rejoint la commune de Poullan (Finistère) où j'étais instituteur public.

Dès novembre 1940, je suis contacté par Alain LE LAY de Concarneau, qui venait de la part d'Alain SIGNOR, responsable de la région Finistère-Morbihan du parti communiste. Dès lors, je fais partie du triangle de résistance de Douarnenez (Finistère).

Un élève de l'école primaire supérieure de Douarnenez (devenue depuis lycée), Monsieur René LE GOUILL, actuellement retraité demeurant 88 rue Eugène Lucas à Douarnenez, me servira d'agent de liaison. Monsieur René LE GOUILL se rend régulièrement à Quimper, à bicyclette, pour y prendre des tracts dénonçant l'occupation allemande, et les déposer au café tenu par Madame veuve TALLEC, une amie (café tenu actuellement par Mr Pierre KERFANTO, 69 rue Louis Pasteur à Douarnenez). Ces tracts étaient édités par la région Finistère-Morbihan du parti communiste. Avec d'autres camarades, je participe à la distribution de ces tracts à Douarnenez.

Début 1941, Monsieur Le Préfet du Finistère, nommé par Vichy, fait paraître un communiqué dans la presse locale "Ouest-Eclair" et "Dépêche de Brest", menaçant de faire arrêter, en guise de représailles, les responsables communistes, si la distribution des tracts ne cessait pas. J'étais alors secrétaire de la section communiste de Douarnenez.

Plusieurs camarades, dont Jos PENCALET, patron-pêcheur, Antoine CARIOU, artisan peintre, mort en déportation, et moi-même, décidèrent de poursuivre le travail.

Le 11 mars 1941, deux inspecteurs de police de Quimper font irruption dans ma classe l'après-midi, et me demandent de les suivre à la mairie contiguë à la classe : ils me déclarent me mettre en état d'arrestation comme otage. La perquisition à mon domicile à l'école des filles n'avait rien donné.

Les gendarmes de la brigade de Plougastel Saint-Germain m'accompagnent au train jusqu'à la prison de Versailles où je passe la nuit avant d'être dirigé sur le camp d'Aincourt, près de Mantes-La-Jolie (en Seine et Oise alors) où se trouvent déjà plus de 600 internés dont plusieurs finistériens.

Dans ce camp, j'entre bientôt dans le groupe de résistance, et je deviens responsable de la chambre dite "D.J" (des jeunes), puis membre de la direction de résistance dans le camp, mouvement qui recevait des informations de l'extérieur, car des internés sortaient pour travailler dans les fermes.

Je suis chargé, avec deux autres instituteurs (François CRAVEC, naissant actuellement cité des myrtilles à Huelgoat et Louis PERON, habitant actuellement 61 rue Massillon à Brest et responsable de l'association nationale des combattants volontaires de la résistance), de recopier en plusieurs exemplaires le journal, "L'interné d'Aincourt". Ce journal devait être écrit en lettres majuscules pour, qu'en cas de perquisition, les responsables ne soient pas trouvés (plusieurs perquisitions ont d'ailleurs eu lieu, mais chacun avait comme consigne d'avaler le journal si cela se produisait).

J'ajoute que le camp d'Aincourt, comme d'autres en France était soutenu par le gouvernement de Vichy. Mais, de temps à autre la Gestapo venait y faire un tour et emmenait des internés qui étaient alors dirigés vers les camps de concentration situés en Allemagne (après enquête, sans doute sur leurs activités anti-allemandes antérieures à leur incarcération).

Un événement que je n'oublierai jamais, car il m'a profondément marqué : l'arrestation par la Gestapo d'un jeune juif communiste de 20 ans que j'avais pris en amitié; il était gai, heureux de vivre, chantant sans cesse. Deux jours après, nous apprîmes avec stupéfaction qu'il avait été fusillé. Il s'appelait GRUNBAOUM. Nous étions tous révoltés par cet acte de sauvagerie, d'autant plus que c'était le premier dont nous étions témoins.

Le 15 octobre 1941 je suis relâché. Voici dans quelles conditions : mon inspecteur primaire, Mr. CARNEC était intervenu auprès de Mr. MIART, inspecteur d'académie, pour obtenir ma libération. Le préfet du Finistère acquiesça à sa demande, à condition que je quitte le département du Finistère. Mr. CHIBON, inspecteur d'académie des Côtes-du-Nord me fit nommer à Saint-Alban (au nord de Lamballe), dans une petite commune rurale. Madame MOALIC accepta de m'y suivre. Nous avons alors un fils, Pierre, né le 12 juin 1941 pendant ma captivité. J'ajoute que l'ordre de mutation dans les Côtes-du-Nord, était venu de Mr. Le Secrétaire d'état à l'éducation nationale et à la jeunesse de Vichy.

Dans les Côtes-du-Nord, sans liaison avec qui que ce soit (il n'était pas indiqué d'écrire), j'entre tout de même en liaison avec la résistance lors d'un passage à Douarnenez, chez Albert TRIVIDIC, alors instituteur à Plouhinec (près d'Audierne), actuellement retraité rue Stalingrad à Audierne. Malheureusement, le camarade qui devait me contacter est arrêté quelque temps après par la Gestapo.

Néanmoins, fin 1942, je crée un groupe de résistance à Saint-Alban, mais sans liaison avec l'extérieur. Début 1943, je reçois la visite d'un délégué de "Libération", qui me demande d'entrer dans son organisation. Après discussion, je lui demande de me mettre en relation avec la direction départementale du "Front National" et les F.T.P.F. Quelque temps après, je reçois la visite de Jean LE PARANTHOEN, actuellement retraité à Lannion. Je contacte deux instituteurs du coin : Mr. André GUIGOT, instituteur à Pléneuf et DEBORD, instituteur à Planguenoual, décédé en août 1944. Un triangle de section "Front National" est formé.

A partir de ce moment, je reçois des tracts du "Front National", que nous distribuons dans nos communes. Nous mettons en place des comités locaux clandestins de la résistance "Front National" dans les communes de Erquy, Planguenoual, Plurien, Pléhérel, Plévenon, Le Bouillie, Hénanbihen, Henansal, etc. ..., en liaison avec les organisations de Lamballe. Mais nous n'avions pas d'armes. "Le patriote des Côtes-du-Nord" est alors diffusé dans plusieurs communes.

Dans l'espoir de parachutages d'armes qui ne se produiront qu'en 1944, des sections, puis des compagnies F.T.P.F sont mises en place pour constituer le bataillon FTPF-FFI de Pléneuf-Erquy-Lamballe, qui sera fort de plus de 900 hommes armés au moment des combats de la libération (une section de Lamballe-Est avait rejoint le bataillon de Pléneuf-Erquy).

En liaison avec la direction du secteur est des Côtes-du-Nord dirigé par le commandant COCHERIL, dont le P.C se trouvait dans la région de Tugeon (Côtes-du-Nord), en tant que dirigeant du bataillon de Pléneuf-Erquy-lamballe (partie est), je suis chargé en juin 1944, de servir de guide au groupe F.F.L parachuté, au groupe "Félix" qui comprenait le capitaine français "KERNEVEL" (je n'ai jamais su son nom), les anglais GOLVIN et MARCHAND (un

officier et un sergent radio). Accompagné par un agent de liaison française, j'ai accompagné ce groupe de soldats en uniforme dans son déplacement à pied de Plancoët à Lamballe (exactement à la sacristie de la Poterie où les attendait un prêtre).

Pendant 3 jours, le groupe "Félix" a circulé à travers champ et petites routes, changeant de place après chaque émission à la BBC pour ne pas être repéré par les allemands. Nous dormions dans les fermes.

Nous reçûmes alors des parachutages d'armes assez importants dans le secteur de Jugon, armes destinées à plusieurs bataillons du secteur ouest des Côtes-du-Nord. J'ai participé avec GUIGOT (DEBORD était malade) à plusieurs d'entre eux, le 4 juillet 1944, si je ne trompe pas, et, en dernier lieu les 19 et 20 juillet 1944. Il fallait ensuite transporter les armes par charrettes fournies par les cultivateurs vers les dépôts clandestins des compagnies F.F.I de chaque bataillon. Un événement qui aurait pu avoir des conséquences très graves : alors que je convoyais, avec d'autres amis, des armes vers Pléneuf, l'essieu d'une charrette remplie d'armes recouvertes par du foin se cassa au bas du bourg de Saint-Alban. Il fallut décharger tout le matériel dans le fossé et d'attendre une autre charrette. Rien ne se passa.

Entre temps, comme je ne me sentais pas trop capable de diriger et mener au combat un bataillon de 900 hommes (je n'avais pas fait de service militaire), je demandais que l'on m'adjoigne un autre dirigeant, et, notre bataillon reçut le renfort de Mr. DE COETLOGON, qui venait de la région de Lannion. J'étais à ses côtés, ainsi que Mr. André GUIGOT.

J'ai oublié de dire que le 4 juillet, j'avais assisté, ainsi qu' André GUIGOT, comme représentant du secteur Pléneuf-Erquy-Lamballe-Est, à la réunion à Jugon, de l'état-major interallié du secteur est des Côtes-du-Nord : je devins membre de l'état-major, en présence du groupe F.F.L "Félix", que je retrouvais. En revenant de Jugon, ce 4 juillet, GUIGOT et moi, à bicyclette, nous avons croisé deux soldats allemands, à bicyclette eux aussi : nous n'étions pas rassurés, car nous portions chacun un pistolet dissimulé dans le porte-bagages. C'est ce jour là, que le commandant Jean (COCHERIL), me donna le grade de capitaine, grade confirmé par la commission nationale, sous le n° 1783/R en date du 24 novembre 1947.

Après cette réunion, je réunis, avec André GUIGOT (DE COETLOGON n'était pas encore arrivé), les responsables du bataillon de Pléneuf entre Saint-Alban et Pléneuf, pour organiser l'insurrection et répartir les responsabilités. C'est au cours de cette réunion que radio Londres lança l'appel "le chapeau de Napoléon est toujours à Perros-Guirrec".

J'avais pris le maquis dès l'annonce du débarquement en Normandie. Le P.C de l'état-major du bataillon était stationné à Hénanbihen, petite commune rurale.

Il y eut bien quelques accrochages avant l'insurrection, mais, le bataillon participa surtout à la libération de toute la région de Pléneuf, Erquy, Lamballe, puis à la prise de la redoute du Cap Fréhel dans laquelle s'étaient retranchés les allemands. Ce dernier combat dura plusieurs jours et fut meurtrier.

Aussitôt après les combats de la libération du secteur, j'ai abandonné mes responsabilités militaires pour devenir responsable civil du secteur du "Front National" de Pléneuf.

J'étais aussi devenu membre du comité départemental de libération des Côtes-du-Nord, représentant la fédération communiste des Côtes-du-Nord après le départ de Théo LE COZ. Le C.D.L des Côtes-du-Nord, présidé par Henri AVRIL, directeur de l'école primaire supérieure de Lamballe, dirigea le département, politiquement et administrativement d'août 1944 à mi-juillet 1945. Il se réunissait très souvent, car le travail ne manquait pas. Je fus détaché au C.D.L pendant cette époque et ne faisais donc pas classe.

Quelques détails encore : j'ai plusieurs fois hébergé le distributeur du "Patriote des Côtes-du-Nord" (Jules dans la clandestinité). J'ai fait délivrer par la mairie de Saint-Alban, avec la complicité du secrétaire de mairie, plusieurs cartes d'identité à des résistants recherchés par les allemands, en particulier pour Mr. Maurice BARRE et sa famille. Commandant civil de l'intersecteur ouest des Côtes-du-Nord, membre du comité départemental de libération des

Côtes-du-Nord. Mr. Maurice BARRE avait eu sa maison brûlée par les allemands (à Buhulien, je crois), et était activement recherché. Je fus chargé de lui trouver un logement pour lui, sa femme et ses enfants, dans la campagne de Saint-Alban. J'ai hébergé à plusieurs reprises, des membres du comité départemental des Côtes-du-Nord, dont Jean LE PARANTHOEN, de Lannion et Théo LE COZ, finistérien comme moi (de Quimper).

En 1945, Monsieur Henri AVRIL, devenu préfet des Côtes-du-Nord, demande à la présidence de la république, la légion d'honneur pour tous les membres du comité départemental de libération des Côtes-du-Nord, au titre de résistants. Quand la réponse arriva, tous eurent la légion d'honneur, tous, sauf deux : Mr. Auguste LE COENT, cultivateur à Saint Nicolas-Du-Pélem (maire de la libération, puis pendant de nombreuses années), et moi. Aucune raison n'était donnée, mais elle était certainement politique comme l'avait constaté le C.D.L : nous étions tous deux communistes. Malgré d'énergiques protestations de tous les membres, rien n'y fit.

J'avais alors décidé de ne plus solliciter aucune autre décoration.

J'ai bien entendu la carte d'interné politique (j'aurai pu prétendre à la carte d'interné résistant), la carte de combattant volontaire de la résistance, la carte d'ancien combattant.

Ce dossier a d'abord été réalisé à mon insu, ce sont des amis qui ont insisté pour que j'y participe par la suite

Douarnenez le 26 Novembre 1985

PS: Je ne serais pas complet si je ne signalais pas la part prise par mon épouse à mes côtés. Elle m'a toujours soutenu et aidé, prenant ses responsabilités chaque fois que c'était nécessaire. Elle a d'autre part été, à plusieurs reprises, mon agent de liaison.